

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 25. November 1993

STÄNDERAT

Aussenpolitische Kommission

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 18./19. November 1993,
16.30 - 19.30 und 08.00 - 11.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TEILNEHMER

Präsidium: Cavelty

Anwesende Mitglieder: Bloetzer, Cavadini
Jean (19.11.), Delalay, Gadiant, Kündig,
Onken, Rhinow (19.11.), Rüesch (19.11.),
Schüle (ersetzt Schiesser am 18.11.),
Schiesser (19.11.) Simmen

Entschuldigt: Béguin, Cavadini Jean
(18.11.), Flückiger, Rhinow (18.11.),
Rüesch (18.11.), Schiesser (18.11.)

Weitere Teilnehmer:

Traktandum 1:

Bundesrat F. Cotti, Vorsteher EDA
Bundesrat J. P. Delamuraz, Vorsteher EVD
Staatssekretär F. Blankart, Direktor BAWI, EVD
Botschafter B. Spinner, Chef Integrationsbüro
EDA/EVD
R. Stücheli, EDA

Traktandum 2:

W. Frunz, Politische Abteilung I, PD, EDA
N. Nagy, Abteilungschef (Freihandelsländer),
BAWI, EVD
P. Helg, Sektionschef, Integrationsbüro
EDA/EVD

Traktandum 3:

Bundesrat F. Cotti, Vorsteher EDA
Botschafter F. von Däniken, Chef Politische
Abteilung I, Politische Direktion (PD), EDA
Botschafter Nordmann, , Direktor Direktion
für internationale Organisationen, EDA
Vizedirektor Ch. Raedersdorf, Delegierter für
humanitäre Hilfe, Abteilungschef Humanitäre
Hilfe und Schweiz. Katastrophenhilfskorps,
DEH, EDA
H. Stücheli, EDA



Traktandum 4:

4.1 (Aussenminister-Kontakte mit Rumänien,
Bulgarien, Ungarn und Slowenien)

Bundesrat F. Cotti

Botschafter F. von Däniken

4.2 (Follow-up der Genfer
Kriegsopferkonferenz)

Bundesrat F. Cotti

Botschafter F. Nordmann

Botschafter M. Krafft, Direktor Direktion
für Völkerrecht, EDA

Botschafter H. Reimann, Chef Politische
Abt. II, ex-Kommissar der Genfer Kriegsopfer-
Konferenz

4.3 (KSZE: Zwischenbilanz vor
Aussenministertagung in Rom)

Bundesrat F. Cotti

Botschafter R. Mayor, Chef Pol. Abt. III, EDA

4.4 (Flüchtlingsprobleme in Somalia, Ruanda,
Burundi)

Vizedirektor Ch. Raedersdorf

Traktandum 5:

R. Stücheli, EDA

P. Helg, Integrationsbüro EDA/EVD

Kommissionssekretariat: M.A. Hutter

Protokoll: I. Stauffer (d, 18.11.), U. Meli
(d, 19.11.), J. Andres (f)

TAGESORDNUNG

1. Die Schweiz und die europäische
Integration
 - 1.1 Orientierung über den Stand der Lage
(bilaterale Verhandlungen, EWR,
EU-Beitritt)
 - 1.2 Diskussion
2. Bericht über die Reise der APKS-
Delegation nach Spanien
(Siehe Teilprotokoll 1)
3. Die Politik der Guten Dienste am
Beispiel der Mission von Botschafter
Brunner in Georgien: Schlussfolgerungen
für die Schweiz (S. Teilprotokoll 1)
4. Aktualitäten (S. Teilprotokoll 1)
5. Vorbereitung der Sitzung vom 3./4.2.94
(S. Teilprotokoll 1)
6. Verschiedenes (s. Teilprotokoll 1)

ORDRE DU JOUR

1. La Suisse et l'intégration européenne
 - 1.1. Information sur l'état de la situation (négociations bilatérales, EEE et l'adhésion à la CE)
 - 1.2. Discussion
2. Rapport sur le voyage en Espagne de la Délégation de la CPE-E (voir procès-verbal particulier 1)
3. La politique des bons offices à l'instar de la mission de l'ambassadeur Brunner en Géorgie: conclusions finales pour la Suisse (v. procès-verbal part. 1)
4. Actualités (v. procès-verbal part. 1)
5. Préparation de la séance des 3/4 février 1994 (v. procès-verbal part. 1)
6. Divers (v. procès-verbal part. 1)

1. Die Schweiz und die europäische Integration

1.1 Orientierung über den Stand der Lage

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je vais aborder l'état des négociations d'accords bilatéraux avec la Communauté. Nous avons pris sur ce point de solides progrès depuis que la commission du Conseil national a examiné la question, car des décisions de la Communauté sont intervenues entre temps. Ayant pour ma part examiné plus particulièrement les aspects économiques, M. Cotti pourra examiner le problème du développement à plus long terme et les aspects politiques de la question.

Je vous rappelle brièvement le contexte de discussion et de négociation dans lequel la Communauté et notre pays, par voie indirecte, se trouvent engagés.

1. EEE: Il reste formellement encore deux décisions d'achèvement de la ratification du côté de deux pays de la Communauté (France et Espagne). L'EEE entrera en vigueur au 1er janvier 1994, sans le Liechtenstein tant qu'il n'aura pas réglé ses problèmes de "Zollunion" avec la Suisse. Sous la houlette du DFAE, la négociation Suisse-Liechtenstein se poursuit.

2. La Communauté veut terminer les négociations de pleine participation de nos quatre cousins de l'AELE à la Communauté au 1er mars de l'année prochaine. Il resterait donc trois petits mois pour terminer cette négociation et permettre alors les procédures de ratification et de vote populaire entre le mois de mars 1994 et la fin de l'année, l'idée étant de pouvoir faire entrer ces pays à la Communauté au 1er janvier 1995.

Voici donc le calendrier prévu du côté de la Communauté. J'ai eu l'occasion de rencontrer soit mes collègues des quatre pays en train de négocier, soit les ambassadeurs accrédités à Berne, qui espèrent que ce calendrier pourra être tenu de leur côté aussi. Je le juge personnellement comme très optimiste. Je ne suis pas sûr qu'il puisse être tenu. Mais il s'agit quand même d'une image importante pour nous, de savoir dans quel contexte européen on se trouvera à un moment donné.

3. Dès fin 1992 et début 1993, le Conseil fédéral a proposé à la Communauté, a insisté auprès d'elle et a obtenu finalement la convocation du Comité mixte. Ce Comité mixte avait été formé en 1972 et comprend des représentants de tous ceux qui sont liés à l'Accord de libre échange (ALE). Il est chargé d'étendre l'ALE selon les clauses évolutives qu'il contient. La convocation du 5 février 1993 avait d'une part pour but d'exposer que des négociations formelles étaient voulues par la Suisse pour mettre à jour et étendre le champ d'application de l'ALE de 1972. Il s'agissait - il faut le noter parce que c'est très important dans l'actualité d'aujourd'hui - des règles d'origine, des produits agricoles transformés, des marchés publics et de la propriété intellectuelle. D'autre part, la Suisse a revendiqué l'ouverture de négociations, non pas pour l'Accord de transit qui est ratifié de part et d'autre, mais pour les transports aériens et pour les transports routiers. - Quand on dit aujourd'hui "les transports", c'est de ces deux matières qu'il est question et non de l'Accord de transit.

Il y a une immense confusion parmi tous les interprètes de la situation. - Il s'agissait ensuite de la recherche, de l'éducation et de la formation, ainsi que des programmes audiovisuels, cependant qu'on ajoutait que, sur base de réciprocité, la Suisse souhaitait l'accès garanti au marché unique dans les domaines des banques, des assurances et des pharmaceutiques. Le Conseil fédéral, à cette époque, a informé la Communauté de la disponibilité de la Suisse à l'égard des quatre pays de cohésion de la Communauté, c'est à dire l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce, quant à prendre en considération certains intérêts agricoles et la question de l'accès à notre marché du travail où certaines discriminations continuent d'exister.

Quelle fut la réaction de la Communauté? Nous observons qu'il a été impossible d'obtenir une deuxième séance du Comité mixte comme nous l'avions revendiqué et que nous pensions pouvoir organiser dans le courant du printemps ou de l'été de cette année. En revanche - nous devons le considérer comme enfin une réaction intéressante de la Communauté - la communication sur les relations futures de la Communauté avec la Suisse a été présentée par la Commission communautaire au Conseil des Communautés et adoptée le 8 et le 9 novembre 1993.

Dans la perspective du maintien par notre pays des options d'une participation à l'EEE et d'une adhésion ultérieure à l'Union européenne, dans le sens du message du Conseil fédéral aux Chambres du 23 février, le Conseil des Communautés autorise l'approfondissement de liens bilatéraux entre la Communauté et la Suisse. Il accepte de négocier différents domaines: les transports - où l'intérêt de la Suisse prédomine - et la libre circulation des personnes - où manifestement les intérêts de la Communauté sont grands. Mais il serait faux de croire cependant que ce domaine est purement unilatéral en faveur de la Communauté. Sont liés aussi à la libre circulation des personnes des intérêts suisses évidents, tels le droit d'établissement, la reconnaissance mutuelle des diplômes, une Europe de sécurité sociale et de droit de résidence dont nos nationaux - nos jeunes en particulier, dans leur période de stage et de formation - seraient les bénéficiaires sans restriction, alors qu'actuellement ils sont frappés par la discrimination à l'égard de tous les autres ressortissants de la Communauté et des états du futur EEE. Enfin, le Conseil propose la négociation portant sur l'accès au marché pour les produits agricoles - où la Communauté est avant tout intéressée; ce sont essentiellement les pays méditerranéens qui demandent une ouverture de ce côté-là. S'y ajouteront autant que possible la négociation des obstacles techniques aux échanges et l'accès aux marchés publics, la recherche - où les intérêts de la Suisse et de la Communauté sont largement partagés et équilibrés.

Dans ce contexte, il est aussi important de savoir que le problème des règles d'origine sera rapidement examiné. J'ai pu signé ce matin à l'intention du Conseil fédéral une note pour permettre le règlement de cette question en quelque sorte hors des négociations bilatérales et selon un calendrier certainement plus soutenu.

Je pèse mes mots en vous disant que le Conseil part de l'idée "que la Suisse reprendra l'Acquis communautaire dans les

domaines sélectionnés" - sous réserve peut-être de délais - "et que la Suisse acceptera les conséquences politiques institutionnelles et juridiques qui en découlent." Si une coopération sur la base d'un équilibre des avantages réciproques est souligné par la recherche d'un parallélisme dans les négociations, le Conseil lie la négociation des différents domaines par un pont - qui n'est pas absolument rigide, moins rigide que ce qu'on nous a annoncé il y a un mois, on s'est battus là-dessus - mais qui maintient malgré tout l'avance sur le plus large front. Cela veut dire que la Communauté n'acceptera pas une percée spectaculaire dans un seul domaine sans que les conséquences sur les autres domaines ne soient liées. Elle ne va pas exiger un horaire de tramway pour qu'on passe avec tous les accords bilatéraux ensemble au même arrêt à la même minute. Mais elle exigera au minimum corrélation entre ces négociations.

Jusqu'où poussera-t-elle l'exigence de la corrélation? C'est une question qu'il faut se poser et qui n'est pas encore résolue. Je vous dis ceci sur la base de ce que le Conseil des ministres a publié, de ce que notre mission a Bruxelles a recueilli et sur ce que nous savons des réactions. Mais pour l'instant, et formellement, la Suisse n'est l'objet d'aucune notification de la part de la Communauté. C'est le travail technique et formel, diplomatique aussi, que la Commission des communautés doit faire pour nous présenter en les formes un texte définitif sur lequel le Conseil fédéral aura à se déterminer et à réagir pour réellement entamer des discussions prénégociatoires puis des négociations. Nous avons donc encore quelque temps pour ajuster notre feu.

Le Conseil fédéral sera saisi, soit ce mercredi, soit le lundi de la première semaine de session, dans sa séance ordinaire d'une stratégie de négociation complète, préparée par nos deux départements et signée de ces deux chefs, sur laquelle le Conseil fédéral pourra se déterminer d'une manière plus précise. Une fois cette décision prise sur l'art et sur les domaines de la négociation, pourra alors s'engager, lorsque la Communauté nous aura fait le signe libérateur, l'ouverture des négociations, des négociations par paquet, ou les mesures prénégociatoires. Je ne vois pas comme probable des négociations qui démarreraient réellement dans les semaines qui viennent, mais il est possible qu'elles commenceraient à la fin du mois de décembre et au début de l'année prochaine, si tout va bien. Il y a dans les positions de départ les écarts qu'il y a traditionnellement. Avant qu'on parte en négociation, les gens se situent - nous le faisons aussi du côté suisse - plutôt en dessus qu'en dessous de la table, quand ils manifestent leurs premiers objectifs de négociation, pour qu'ils ne partent pas battus et ravagés.

J'aimerais me livrer à une appréciation de la situation telle qu'on peut la voir maintenant, en étant heureux d'avoir enfin abouti à ce premier feu vert, tant qu'à ce que peut nous réserver comme possibilités les négociations bilatérales qui vont s'ouvrir. Je vais le faire sans états d'âme. Je veux éviter en tout cas deux extrêmes que j'ai mesurés ici ou là dans les réactions publiques qu'on a eu après la décision du 9 novembre, en Suisse ou dans les pays de la Communauté. La première est un cocorico triomphaliste qui consiste à dire:

"Vous voyez, on avait bien dit qu'il était possible d'obtenir avec des accords bilatéraux ce que l'on voulait obtenir par d'autres méthodes". D'abord, on a pour l'instant rien obtenu du tout, on ouvre des négociations et, formellement, ce n'est même pas encore définitivement fait. Ensuite, on verra bien à quoi elles nous conduisent. Donc pas de triomphalisme, ce serait parfaitement déplacé. Pas non plus d'accablement. Il est bien clair que ceux qui rongent leurs freins en inguérissables de l'EEE ne peuvent pas apporter une contribution créatrice à ces négociations. Alors, très froidement et très rationnellement, je vais vous dire en quels domaines je vois un espoir de réussir, mais où je vois aussi que cet espoir est moindre que ce que nous aurait apporté l'EEE.

Il y a entre l'EEE et les accords bilatéraux une première différence: la date de leur entrée en vigueur. Il y aura pour les accords bilatéraux un décalage dans le temps. Une deuxième différence résulte du décalage dans la matière qui est englobée. La matière que couvrait l'EEE était plus complète, plus vaste que la matière que couvrent tous les accords bilatéraux prévus jusqu'à maintenant. Même si on arrive à un peu élargir la liste - on y a tout intérêt - nous resterons en présence d'une situation plus modeste que ce que représente l'EEE.

Enfin, une troisième remarque - je la fais confidentiellement à votre commission, parce que, mal interprétée, mal reçue ou mal relativisée, elle peut prêter matière à des réactions extrêmement vives: Il s'agit du contenu institutionnel de ces accords. Il ne fait pas de doute que la Commission part avec un a priori, en tout cas avec une prétention très nette, d'un alignement institutionnel de la Suisse, en tout cas d'une prise en compte par la Suisse d'une façon très complète du droit communautaire - dans les domaines qui seront abordés - et d'organes institutionnels qui n'auront plus le bipied qu'ils avaient dans l'EEE, mais qui sont, pour certains d'entre eux et dans certains domaines, parfaitement unilatéraux. Ce sont les organes de la Communauté qui auraient la possibilité de discuter, d'apprécier et de juger l'application qui serait faite ultérieurement, dans la réalité du terrain, de certains accords bilatéraux. Est annexée au procès-verbal de la séance du Conseil de la Communauté du 8 et du 9 novembre la déclaration suivante: "Le Conseil considère que l'objectif de la Communauté doit être d'atteindre un équilibre des avantages réciproques à l'intérieur de chaque accord sectoriel et entre les différents accords. Le Conseil se réserve la possibilité de déposer des instruments de ratification de ces accords après la notification de leur ratification par la Suisse. En outre, le Conseil réserve sa position quant aux conséquences qu'il y aurait lieu de tirer de la dénonciation éventuelle d'un de ces accords par la Suisse." Voilà en ce qui concerne l'aspect de l'équilibre entre les accords. Pour ce qui est de l'aspect proprement institutionnel, le Conseil part de l'idée que la Suisse reprendra l'Acquis communautaire et qu'elle acceptera les conséquences institutionnelles en découlant, étant entendu qu'il n'envisage pas a priori la constitution d'institutions bilatérales de contrôle de ces accords. C'est donc par rapport à l'EEE une troisième différence.

Cet institutionnel qui a fait si mal dans la discussion du 6 décembre va moins loin dans notre direction, avec cette perspective, qu'on y allait avec l'EEE. Si je vous demande de ne pas étaler cela sur la place publique, c'est que c'est une matière à négociation, mais que, au départ, nous nous trouvons en présence d'une situation qu'il sera rude de négocier. Le Conseil fédéral n'a pas encore pris de détermination à ce sujet. Nous considérons que nous devons aller de l'avant et prendre ce domaine institutionnel du futur comme un domaine négociable. Vous voyez qu'au départ, les positions dans ce domaine sont des positions pures et dures. Nous ne sommes donc pas en présence d'une situation tout à fait aisée.

Les discussions qui, une fois nos stratégies de part et d'autre établies, vont avoir lieu avec la Communauté, porteront principalement sur le nombre des domaines qui pourront être envisagés, les paquets qui seront faits à l'intérieur de cette liste des domaines de négociations bilatérales et qu'il faudra négocier parallèlement (Il y a des vues qui ne sont pas encore harmonisées entre la Communauté et la Suisse.) Les discussions porteront sur ce qu'il en ira de la soumission de la Suisse, dans le cadre des accords bilatéraux, à la Commission des Communautés et à la Cour de justice des Communautés, c'est à dire au pilier unique, comme le souhaite la Communauté. Ce sont là les questions essentielles, indépendamment des questions de contenu, qui se poseront. Et si pour certaines d'entre elles, quant au fond, la recherche de délais sera sans doute une des propositions de la Suisse dans la négociation, pour d'autres, l'institutionnel notamment, ce ne sera pas par des délais qu'on pourra régler le problème. Il y aura donc d'autres questions assez fondamentales qui se trouveront posées.

Pour ce qui concerne nos relations avec nos partenaires de l'AELE, il y aura également des retombées indirectes pour adapter le droit découlant de l'AELE d'une certaine manière au droit né de l'EEE afin que nous ne soyons pas doublement discriminés dans les temps d'approche, discriminés à l'égard de la Communauté et de l'EEE et, par conséquent, discriminés en suite à l'égard de nos cousins de l'AELE. Tout dépend du temps qu'ils passeront dans l'EEE avant leur adhésion éventuelle à la Communauté.

Cette note de stratégie que M. Cotti et moi préparons pour le Conseil fédéral sera ensuite portée à la connaissance de votre commission. Ce sera la manière d'appliquer l'article 47bis a LREC des nouvelles relations entre le parlement et le gouvernement en matière de politique étrangère.

J'ajoute en codicille, pour terminer, que les déclarations du Parlement européen du 17 novembre qui sont venues dans une certaine manière compléter, sinon corriger quelques informations, doivent être comprises de la manière suivante: Il y a d'abord un grand problème à l'intérieur de la Communauté. Le Parlement a estimé que l'élargissement devait être lié à des réformes institutionnelles de la Communauté. Cela peut avoir un effet sur les négociations de la Communauté avec les pays demandeurs d'adhésion, mais aussi avec la Suisse dans les négociations bilatérales. Mais pour le moment, ce n'est pas notre tasse de thé. C'est le problème de la Communauté de savoir comment elle se réglera elle-même dans la phase de croissance aiguë où elle se trouve.

Le Parlement européen a adopté une résolution sur les relations de la CE avec les pays tiers dans le domaine aérien, aux termes de laquelle il invite les Douze à ouvrir dans les meilleurs délais des négociations avec entre autres la Suisse sur les transports aériens en vue d'un accord du type de celui passé avec la Norvège. Cette résolution a été adoptée sur la base d'un rapport Lüttge (socialiste allemand), qui comme le Comité transports du Parlement, considère que la CE doit respecter ses engagements découlant de l'Accord de transit et qui est surtout habitué, grand bien lui fasse, par une très grande sympathie pour le transport combiné rail/route conçu par la Suisse. C'est évidemment une contribution utile qui est faite à la cause par le Parlement mais qui n'est pas une clause résolutoire dans l'état actuelle des choses.

Voilà, du point de vue de l'économie et des accords bilatéraux, comment les choses s'engagent.

Bundesrat **Cotti**: Die Ständeräte lateinischer Sprache werden mir verzeihen, wenn ich heute deutsch spreche, aber wir sollten in dieser Hinsicht immer ein Gleichgewicht herzustellen versuchen. Ich möchte den Ausführungen von Herrn Delamuraz nur drei Bemerkungen hinzufügen:

1. Die Entwicklung in den letzten zwei Monaten: Die Kontakte zu den anderen europäischen Staaten waren intensiver denn je, sei es mit den Behörden der Europäischen Union (EU), auf der Ebene der Kommission, und insbesondere auch auf der Ebene der verschiedenen zuständigen Minister. Innerhalb von zwei Monaten ist in Brüssel gewissermassen ein Tauwetter entstanden, das wir vorher kaum erwartet hätten. Herr Delamuraz hat Ihnen berichtet, wie eng gefasst die ersten Vorstellungen der Kommission bezüglich der bilateralen Verhandlungen mit der Schweiz waren. Wir dürfen heute feststellen, dass sich die Situation sowohl bezüglich der verschiedenen Verhandlungselemente, die übrigens nicht abschliessend aufgezählt werden, wie auch bezüglich des immer wieder aufgerufenen Links zwischen den einzelnen Verhandlungsgegenständen wesentlich verbessert hat. Dieses Tauwetter bedeutet noch nicht viel, und wir wissen, dass innerhalb der EU schon diese formelle Lockerung sehr intensive Diskussionen hervorgerufen hat. Dabei haben sich gute Anwälte, wenn nicht gar Freunde, für die Schweiz eingesetzt. Diese gelockerte Formulierung der Verhandlungsgegenstände bedeutet indes keine materielle Verbesserung der Ausgangslage. Insbesondere möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass auch nach dem formellen Verzicht der EU auf direkte Verknüpfungen der einzelnen Verhandlungsgegenstände ein solcher Link materiell jederzeit gemacht werden kann. Es kann niemand seinem Verhandlungspartner verargen, wenn er gegen Ende der Verhandlungen die Vor- und Nachteile abwägt, die für ihn entstehen. Auch die Schweiz wird eine solche Bilanz ziehen müssen. Der Bundesrat hat den festen Willen, diesen bilateralen Weg jetzt konsequent und kompromisslos zu gehen, weil wir überzeugt sind, dass dies dem Willen des Schweizer Volkes entspricht.

Im Rahmen des Strategiepapiers, welches an einer der nächsten Sitzungen dem Bundesrat unterbreitet wird, werden selbstver-

ständig die Strukturen und die Organisation der Verhandlungen diskutiert werden müssen.

Sie haben den Bundesrat gebeten, an dieser Sitzung auch über seine langfristigen Vorstellungen zu sprechen. Es besteht kein Zweifel darüber, dass auch bei erfolgreichen Verhandlungen die bilateralen Beziehungen nicht der letzte Weg zwischen der Schweiz und der Europäischen Union sein werden. Die Philosophie, die dem demnächst erscheinenden aussenpolitischen Bericht zugrunde liegt, heisst: Je länger desto mehr wird das Wohl dieses Landes auch von Entscheiden abhängen, die sich ausserhalb seiner Grenzen ergeben. Deshalb liegt es im ureigensten Interesse der Schweiz, in irgendeiner Form an diesen auch für sie wegweisenden Entscheiden beteiligt zu sein. Der aussenpolitische Bericht wird sich kaum mit kurzfristigen Vorstellungen befassen, er legt vielmehr eine langfristige Strategie vor. Das langfristige Ziel des Bundesrates bleibt das volle Mitmachen der Schweiz in der EU; aber dieses Ziel kann nur schrittweise, in vollem Einvernehmen mit dem Souverän dieses Landes, erreicht werden. Nach Meinung des Bundesrates könnte der EWR durchaus wieder aktuell werden. Wenn einige der vier "Cousins" unseres Landes, wie Herr Delamuraz gesagt hat, den Vollbeitritt in die EU verwerfen sollten, dann würde der EWR zweifellos mittelfristig wieder aktuell werden. Diese rein taktischen Themen werden vom aussenpolitischen Bericht kaum berührt. Der Bundesrat wird sich demnächst auch zu der hängigen Volksinitiative äussern müssen. Das sind die Rahmenbedingungen, in welchen wir uns in den nächsten Monaten bewegen werden. - Ich freue mich ausserordentlich, Herr Präsident, mit Ihrer Kommission schon bald den aussenpolitischen Bericht diskutieren zu können, wobei ich nicht weiss, welcher Rat Erstrat sein wird.

1.2 Diskussion

Präsident: Wir haben das letzte Mal beschlossen, dass wir Erstrat sein sollten; das Büro hat aber die Priorität schon letzten Sommer dem Nationalrat zugesprochen. Ich danke den Herren Bundesräten für Ihre Ausführungen und eröffne die Diskussion (Herr Bundesrat Delamuraz hat sich in der Zwischenzeit verabschiedet). Wir haben heute genügend Zeit, die Frage der Beziehungen der Schweiz zur Europäischen Union (EU) umfassend zu besprechen.

Onken: Mit der Traktandierung der Beziehungen der Schweiz zur Europäischen Union wollten wir uns nicht nur orientieren lassen, sondern uns auch vorbereiten auf eine Debatte in der Wintersession, in der Meinung, die beiden verschobenen Interpellationen von Herrn Jagmetti und mir würden vielleicht dort Anlass sein zu dieser Diskussion, die wir in Genf nicht geführt haben. Das Büro hat nun allerdings beschlossen, diese Interpellationen mangels Dringlichkeit noch einmal zurückzustellen. Wir sollten darum nicht jetzt eine Diskussion führen, sozusagen auf Vorrat, die in der nächsten Session keinen Niederschlag im Plenum findet. Ich bedauere dies sehr, nachdem sich die Voraussetzungen doch tatsächlich verändert

haben und sicher auch ein Informationsbedürfnis seitens der Öffentlichkeit vorhanden wäre.

Herr Delamuraz hat gesagt, das Ziel sei, dass auf den 1. 1. 95 die vier "Cousins" bereits zur Europäischen Union beitreten könnten. An diesen Idealfahrplan glaube ich nicht ganz. Wie ich an der Versammlung der EG- und der Efta-Parlamentarier in Bergen erfuhr, wollen die Parlamentarier des Europäischen Parlaments diese Gelegenheit, für das Parlament mehr Rechte zu erstreiten, nicht wieder verpassen wie beim EWR. Allein das dürfte zu einer Verzögerung des Fahrplans führen.

Herr Bundesrat Delamuraz hat gesagt: Grünes Licht seit dem 8./9. November, aber kein Triumphgefühl. Dazu besteht auch tatsächlich wenig Anlass. Im Gegenteil: Ich wundere mich, wie leicht man mit der Tatsache umgeht, dass nun doch bilaterale Verhandlungen stattfinden sollen, nachdem viele von uns vor dem "6. Dezember" landauf landab verkündet haben, die Zeit der bilateralen Verhandlungen sei endgültig vorbei. Es war Blocher, der gesagt hat, die EG würde mit uns dann schon verhandeln, und der jetzt recht bekommt. Der Triumph liegt jetzt bei der Gegenseite, so schmerzlich das für mich ist. Wir müssen uns damit abfinden, und ich finde auch, dass wir die Chancen, die sich hier bieten, konsequent und mit diplomatischem Geschick zu nutzen versuchen müssen. - Frage: Wie muss man sich die Ausgestaltung des institutionellen Teils vorstellen? Die EU erwartet, dass der Acquis communautaire übernommen wird; sie geht davon aus, dass die Schweiz sich diesem unilateralen Ansatz, dieser Dominanz der EU sozusagen, unterzieht. Was ist hier zu erwarten? Und wie wird sich bei der Weiterentwicklung des Acquis communautaire die Anpassung des schweizerischen Rechts vollziehen, durch autonomen Nachvollzug oder gar durch zwangsweise Übernahme von neuem, sektoriellen Recht?

Ich hätte gerne schon jetzt etwas gehört über die Vorstellungen des Bundesrats bezüglich der Art, wie die Verhandlungen geführt werden sollen. Mit wem genau soll verhandelt werden, wie ist das Konzept, wann ist der mutmassliche Beginn der Verhandlungen und wann sollen die aussenpolitischen Kommissionen über das Verhandlungsmandat konsultiert werden?

Wie steht es mit der Genehmigung eines Verhandlungsergebnisses? In der Schweiz wird es vermutlich wieder, wie beim EWR, das Parlament sein, das die Genehmigung erteilt. Wie ist das eigentlich in der EU? Wer genehmigt dort was?

Hat der Bundesrat schon Vorstellungen darüber, wie sich die bilateralen Verhandlungen auf die beiden anderen Optionen, den EWR- oder den EU-Beitritt, auswirken können? Gute Fortschritte der Verhandlungen können einerseits bei der Bevölkerung die Akzeptanz einer Integration der Schweiz erhöhen, sie können aber andererseits auch die Integrationsbestrebungen des Bundesrates unterlaufen.

Präsident: Wir müssen noch darüber reden, ob wir uns damit zufrieden geben wollen, dass die Beziehungen zur EU erst im Herbst 1994 ins Plenum des Ständerats kommen.

Bloetzer: Ich möchte den beiden Bundesräten für ihre Ausführungen danken. Das Resultat, das jetzt vorliegt, muss man sicher positiv werten, ohne sich Illusionen zu machen. Auf den ersten Blick könnte man die Ansicht von Herrn Onken teilen, dass nun die EWR-Gegner Recht bekommen; bei näherem Hinsehen komme ich aber zu einem anderen Schluss. Aus zwei Gründen ist das Resultat gar nicht so überraschend: 1. Es wurde von den europäischen Politikern voll anerkannt, dass unsere Regierung und das Parlament sich für den EWR eingesetzt haben. Unsere Regierung hat sogar vor dem "6. Dezember" gesagt, das Ziel sei ein EG-Beitritt, sie hat das nachher bestätigt, und es wurde jetzt auch wieder gesagt, dass dies die Grundlage der bevorstehenden Verhandlungen sei. Auch auf der anderen Seite ist dies der Fall: Herr Schiesser hat erzählt, Herr Bundeskanzler Kohl hätte einmal ihm gegenüber seine Überzeugung geäußert, dass das Schweizer Volk beim zweiten oder dritten Anlauf sicher dem EWR- oder auch dem EU-Beitritt zustimmen werde, weil dies für die Schweizer wirtschaftlich interessant sei und die Schweizer immer gute Rechner gewesen seien. Ich habe überall festgestellt, dass unsere europäischen Freunde überzeugt sind, dass wir früher oder später dem EWR und später auch der EU beitreten werden. Das ist der Geist dieser bilateralen Abkommen. So gesehen, ist die gegenwärtige Lage nichts als eine folgerichtige Entwicklung. Ich frage mich nur, ob bei uns auf allen interessierten politischen Ebenen die gleichen Vorstellungen herrschen und ob die Voraussetzungen für Verhandlungen in diesem Geist bereits gegeben sind. Der Bundesrat hat gesagt, sein langfristiges Ziel sei ein EU-Beitritt, und das Parlament hat diese Option zumindest diskutiert; ob allerdings eine Mehrheit sich dieser Haltung anschliessen kann, und ob dann das Volk sich überzeugen lässt, das sind andere Fragen. Ist es daher ehrlich, wenn wir jetzt mit diesen Verhandlungen beginnen und unsere Partner glauben lassen, dass wir in die EU eintreten werden, ohne dass wir uns vorher, zumindest auf der Ebene des Parlamentes, darüber einigen, einen späteren EU-Beitritt als Grundlage dieser Verhandlungen zu sehen? So betrachtet, haben natürlich die EWR-Gegner überhaupt nicht recht. Herr Blocher und seine Anhänger stellen sich keineswegs vor, dass wir ein bilaterales Abkommen abschliessen, das uns quasi verpflichtet, später in die EU einzutreten.

Wie sollen wir weitergehen? Sicher wäre es falsch, wenn unsere Kommission erst im Februar über das Verhandlungsmandat diskutieren würde, nachdem die Verhandlungen schon eröffnet sein werden. Auch die Frage der langfristigen Ziele sollten wir in diesem Zusammenhang diskutieren; Art. 47bis a GVG sieht ja nicht vor, dass man das im Plenum macht, aber in den zuständigen Kommissionen sollte die Beratung des Verhandlungsmandates rasch aufgenommen werden.

Gadient: Auch mir scheint es klar, dass wir mit der Diskussion des aussenpolitischen Berichts nicht einfach zuwarten dürfen bis im Herbst 1994. Ich bedauere zwar den Entscheid des Büros, habe aber Verständnis dafür: In Genf hatte das Büro einstimmig beschlossen, diese Debatte zu führen, aber im entscheidenden Augenblick wurde dies vom Parlament abgelehnt. Eine

Wiederholung dieses Vorgangs wäre sehr schlecht. Wir sind nach Genf gegangen, unter anderem, um diese Diskussion gerade dort zu führen. Man hat geltend gemacht, dass sich in der Romandie eine andere Grundstimmung abzeichne und dass es zu einem namhaften Auseinanderleben kommen könnte, wenn diese Debatte nicht stattfinden sollte. Die Romands haben dann selber auch dagegen gestimmt.

Ich möchte danken für die ganze Vorarbeit, die schon geleistet worden ist. Es ist bereits einiges geschehen seit damals, als die bedenkliche Meldung kam, dass die Verhandlungsgegenstände miteinander verknüpft werden müssten. Etwas anders als Herr Onken habe ich Herrn Blankart immer so verstanden, dass er aufmerksam gemacht hat auf die enormen Schwierigkeiten, die sich im Fall einer Ablehnung ergeben können, und dass ein bilaterales Vorgehen mit zahllosen Imponderabilien verbunden sein werde. Ich habe in den Debatten immer wieder gesagt: Das wird dann der mühselige Weg sein, der uns bleibt. Wo er hinführt, ist noch völlig offen. Dort darf man ruhig anknüpfen. Das formelle Zugeständnis, jetzt die Verhandlungen aufzunehmen, bedeutet noch lange keine materielle Besitzstandszusicherung. Da wird einiges an hoher Verhandlungskunst einzubringen sein, um das zu erreichen, was sinngemäss dem EWR entspricht.

Für mich fehlt bei dieser Option vor allem die Perspektive der Solidarität. Die fehlende Partizipation, das Abseitsstehen in diesem Prozess der Integration ist für mich der kardinale Ansatzpunkt. Wir sind jetzt wirklich ins europäische Abseits geraten und müssen nun mit Flickarbeit versuchen, einigermaßen auf einen Nenner zu kommen. Ich bin hoch erfreut, dass es uns gelungen ist, innert kurzer Zeit doch auf einen Nenner zu kommen, der uns wenigstens formal die Möglichkeit gibt für konstruktive Gespräche. Hier müssen wir den Bundesrat unterstützen. Es war interessant, heute die beiden Departementsvorsteher nebeneinander zu hören. Es scheint, dass die Koordination hier spielt, im Gegensatz zu anderen Bereichen, wo die Koordination im Bundesrat etwas zu wünschen übrig lässt.

Die Diskussion der Grundphilosophie führt uns in einen vitalen Bereich hinein. Grundsätzlich stimme ich der Ansicht zu, dass die Chance unseres Landes langfristig im Einbezug in die EU liegt. Anders urteilen kann wirklich nur, wer an den grenzübergreifenden Tatbeständen und an der ganzen weltweiten Entwicklung vorbei sieht. Ich habe diesbezüglich erst kürzlich wieder Anschauungsunterricht gehabt, in Australien, in Singapur und in Bangkok. Die Druckpositionen, die in diesem Raume entstehen, dazu die Abstimmung zum Nafta-Abkommen, die asiatisch-pazifische Kooperation - es würde mich interessieren, wie diese Entwicklungen eingeschätzt werden. Denken wir an Australien, diese immense Fläche mit 17 Millionen Einwohnern, die in den wesentlichen Bereichen heute praktisch zu zwei Dritteln in japanischem Besitz ist, oder an Singapur, wo rund 3000 Weltfirmen etabliert sind! Das sind Grössenordnungen, mit denen wir ja auch zurechtkommen müssen. Trotzdem liegt mir daran, jetzt nicht noch einmal in eine Situation hineinzugeraten, die uns ein Patt liefert. Ich möchte dem Gegner nicht noch einmal eine vergleichbare Chance einräumen. Herr Onken,

Frau Simmen und ich sind in einer Vereinigung, die versucht, einiges an Informationsarbeit auf diesem Gebiete zu leisten. Wir hoffen, dass möglichst viele darin mitmachen werden. Herrn und Frau Schweizer muss klargemacht werden, dass es ohne sie nicht geht, dass es ihr Entscheid sein wird. Er muss wissen: Das wird dann die Entscheidung sein, und der Bundesrat hält dafür, dass diese Entscheidung auf uns zukommt - eine Vision ist das längst nicht mehr. Es ist vielmehr eine Entwicklung, die sich geradezu aufdrängt. Der Entscheid über den EU-Beitritt ist für unsere "Cousins" noch lange nicht über die Bühne gegangen; das kann noch Probleme geben, und dann erhält der EWR wieder einen anderen Stellenwert. Hier wird man nicht nur aus taktischen Gründen offen bleiben müssen. Wie beurteilen Sie diese Situation? Mein Fazit: Die Grundphilosophie ist richtig, aber offen formuliert, der Volksentscheid im Mittelpunkt, sehr sorgfältig ausgerichtet auf die negativen Erfahrungen, die wir gemacht haben.

Frau Simmen: Ich möchte den beiden Bundesräten für ihre Ausführungen danken und kurz auf zwei Punkte eingehen: 1. Es ist mir aufgefallen, dass beiden Referaten eine recht grosse Zuversicht eigen war, Freude über den jetzigen Zustand und Zuversicht über die Weiterentwicklung. Herr Cotti hat allerdings angedeutet, dass in der EU noch über das Verhandlungsangebot diskutiert wird. Ich persönlich bin nicht überrascht davon, dass die EU dieses Angebot jetzt macht; sie hat nichts zu verlieren, indem sie das tut, und sie wird versuchen, dort etwas zu erreichen, wo es ihr nützt. Für mich stellt sich die Frage: Was ist unsere Vorstellung von den Verhandlungen, welches ist hier die Grundphilosophie des Bundesrates? Ist es die Tendenz, eher etwas nachzugeben, Konzessionen zu machen, um gegenüber dem Schweizer Volk einen Verhandlungsweg vorweisen zu können und so einen weiteren Schritt zu machen, oder gedenkt der Bundesrat eher hart zu verhandeln, mit dem Risiko, dass keine Erfolge erzielt werden, um damit einen Umschwung in der öffentlichen Meinung herbeizuführen?

2. Alle Diskussionen, die ich im Vorfeld der Abstimmung und auch jetzt wieder geführt habe, drehen sich immer wieder um einen ganz kardinalen Punkt: die wirtschaftliche Lage der Schweiz einerseits und Europas andererseits. Ich stelle noch immer fest, dass die meisten Leute das Gefälle als zugunsten der Schweiz bestehend empfinden, auch wenn die Wirtschaftslage nicht mehr ist, was sie noch vor wenigen Jahren war. Die Arbeitslosenziffern sind bei uns noch immer markant kleiner als in anderen Ländern. In der Schweiz spielt dieser wirtschaftliche Gesichtspunkt immer noch eine wichtige Rolle. Wie weit spielt er in den europäischen Ländern eine Rolle? Wie weit beeinflusst die wirtschaftliche Lage der EU-Länder ihre Bereitschaft, mit der Schweiz bilaterale Verhandlungen aufzunehmen und allenfalls auch die Art, wie sie diese führen werden. Haben Sie den Eindruck, dass in den europäischen Ländern die Situation der Schweiz immer noch als komfortabler eingestuft wird, so dass es für sie aus diesem Grunde vorteilhaft wäre, mit der Schweiz zu Abkommen zu gelangen?

Schüle: Mein Interesse am Thema Europa ist ungebrochen, und ich habe nicht gezögert, heute die Stellvertretung von Herrn Schiesser zu übernehmen. Damit vertrete ich als einziger meine nicht ganz kleine Partei zu diesem wichtigen Thema. Auch ich danke für diese Informationen. Ich bin überzeugt, dass die Aussenpolitik noch viel stärker eine innenpolitische Abstützung braucht. Die innenpolitische Dimension der Aussenpolitik ist ein ganz zentraler Punkt. Darum bin ich froh, wenn der Bundesrat nicht nur mit einer Stimme spricht, sondern wenn er dabei auch die deutsche und allenfalls die italienische Sprache benutzt. Herr Petitpierre hat einmal gesagt, das Thema EWR sei das Problem Deutschschweiz, das wir hätten. Die Gegner des EWR müssen in die Diskussion einbezogen werden, weil ja das erklärte Ziel auf beiden Seiten dasselbe ist: das Wohl unseres Landes. Wir sollten gemeinsam eine gewisse Erfolgskontrolle erreichen. Es gibt Situationen, die ganz nüchtern zu bilanzieren sind. Anlässlich eines Besuches der WAK bei Sulzer hat man uns ganz klar gesagt, dass das Investitionsprojekt Intermedix in Winterthur vorerst aufs Eis gelegt worden ist, weil man zuerst sicherstellen muss, dass es nicht aussenwirtschaftliche Barrieren gibt, wenn man diese für den Konzern strategisch bedeutsame Investition in der Schweiz tätigt. Die Gegner sagen immer wieder, die rückläufige Zinsbewegung sei eine Folge des "6. Dezember". Für die Versachlichung der Diskussion wäre es wichtig, dass solche Fragen ökonomisch untersucht und bilanziert werden.

In der Fragestunde vom 4. Oktober 1993 hat der Bundesrat auf eine Frage betreffend die bilateralen Verhandlungen gesagt, ich zitiere: "Juristische und institutionelle Schwierigkeiten können auftreten, weil die meisten der von uns gewünschten Abkommen notwendigerweise auf die Rechtsordnung der Gemeinschaft abstellen. Für die EG-Kommission muss die vertragliche Eingliederung von Gemeinschaftsregeln in die Rechtsordnung eines Drittstaates mit der Errichtung von Mechanismen und Strukturen verbunden sein, die im betreffenden Drittstaat die EG-Konformität dieser Regeln hinsichtlich deren Weiterentwicklung, Anwendung und gerichtliche Auslegung sicherstellen." Ich glaube, dass diese zentrale Voraussetzung immer noch besteht; oder wird die EU auch hier etwas flexibler vorgehen? Wenn das weiterhin die Maxime ist, dann ist es klar, dass die Schweiz zum Nachvollzug ohne jede Mitentscheidung gezwungen ist.

Bei all diesen Einschränkungen scheint es mir richtig, jetzt diesen bilateralen Weg kompromisslos zu gehen, wie das Herr Bundesrat Cotti zum Ausdruck gebracht hat. Frage: Ist es jetzt wirklich klar, dass der EWR ohne Liechtenstein am 1. 1. 1994 in Kraft treten wird, ohne Wenn und Aber? Dann würde es mich wirklich auch sehr überraschen, wenn die vier Beitrittskandidaten wirklich schon ein Jahr später in die EU wechseln würden.

Präsident: Bevor Herr Delalay als Mitglied des Büros das Wort ergreift, möchte ich etwas sagen: Ich finde es nicht richtig, dass der Ständerat an der nächsten, der übernächsten und der überübernächsten Session einfach über Europa schweigt. Das ist eines Parlamentes unwürdig, und ich verstehe das Büro nicht,

dass es diese Vorstösse nicht traktandiert hat. Das Geschäftsreglement des Ständerates sagt in Art. 27, dass Vorstösse "in der Regel" in der folgenden Session zu behandeln seien. Die APK des Nationalrats will diese Diskussion verschieben, weil sie diese erst im Zusammenhang mit dem aussenpolitischen Bericht führen will. Damit wird es für den Nationalrat Frühling, für den Ständerat Herbst 1994. Die Begründung für diese Verschiebung ist, dass man erst diskutieren wolle, wenn alles schon abgerundet sei. Das finde ich falsch. Es muss nicht alles schon gekocht, gebraten und verpackt sein. Wir müssen über Europa reden können und dürfen nicht alles unter den Tisch wischen in der Meinung, die Welt sei dann heil.

Ich selbst habe auch eine Interpellation eingereicht, die zwar als "Schnapsidee" qualifiziert worden ist. Andererseits habe ich auch zustimmende Zuschriften, insbesondere aus der Westschweiz, bekommen. Meine Interpellation verlangt, dass man den Bundesrat auffordern sollte, er solle die zerstrittenen Parteien miteinander ins Gespräch zu bringen. Es muss eine gemeinsame Plattform gefunden werden. - Die bilateralen Verhandlungen sind zu begrüssen; die Frage ist, wie man diese führen will. Ist es richtig, dass der Verhandlungsleiter direkt dem Bundesrat unterstellt ist, oder sollte allenfalls dazwischen ein Scharnier eingebaut werden? Diskutiert werden muss auch die EWR-Initiative. Es lag einmal ein Vorstoss vor, man solle in die Bundesverfassung schreiben: "Die Schweiz beteiligt sich am Aufbau Europas." Dieser Vorschlag scheint mir immer noch diskutabel. Wo sonst wenn nicht im Parlament sollen solche Ideen ausdiskutiert werden? Dazu kommt, dass die Option EU-Beitritt immer aktueller wird. Die EU nach Maastricht ist nicht mehr die EG von vorher. Sie ist weicher geworden, flexibler. Es wurden Ausnahmen gemacht für Grossbritannien, für Luxemburg, für Dänemark. Sie hat ein Angebot an Israel gemacht. Mit der EU ist zu sprechen, und dieses Gespräch sollte nicht erst nach dem Jahr 2000 beginnen, sondern bald. Wir müssen uns für dieses Gespräch vorbereiten. Und eben zur Vorbereitung dieses Gespräches müssen wir eine gemeinsame Plattform der Gegner und der Befürworter finden. Ich habe konkrete Vorstellungen, wie man vorgehen könnte: z. B. könnte eine neutrale Gruppe von Historikern, Politikwissenschaftlern usw. zunächst im kleinen Rahmen einen Vorentwurf diskutieren, unter Beizug der Kantone. Darauf könnte man eine Art "Etats généraux" machen, eine Diskussion zwischen den Gegnern, ohne Beisein der Medien. Das möchte ich eigentlich der Öffentlichkeit sagen - aber wenn wir jetzt ein Jahr lang nichts mehr über Europa reden dürfen, dann wird eben sonst geredet, nur nicht im Parlament. Wir müssen dem Volk doch sagen können: Die EU ist nicht der Feind, sie ist nicht einmal so schlimm, wie wir Politiker dies vor Maastricht selber noch gemeint haben. Natürlich nimmt jeder Verhandlungspartner zunächst eine harte Position ein, aber nachher erfolgt in der Regel eine Annäherung. Ich könnte mir sogar vorstellen, dass wir letztlich einen Assoziationsvertrag aushandeln könnten. Aber dazu muss geredet werden, mit Schweigen und unter den Tisch Kehren erreichen wir nichts. Ich werde im Rat eine Gelegenheit finden, dies zu sagen.

M. Delalay: C'est sûr qu'il faut discuter de cette décision du Bureau. Elle peut surprendre. Je veux simplement vous expliquer comment elle a été prise. Vous vous souvenez que le Bureau était favorable à la discussion à Genève. Un des membres du Bureau, M. Jagmetti, avait même posé une interpellation urgente. Il a donc tout intérêt à ce qu'on en discute. Mais néanmoins, la décision a été prise à l'unanimité, l'arrière-plan étant que la session de décembre est déjà très chargée. Il n'y a pas de jour libre. Il y a de plus une inconnue: le budget, qui risque de provoquer pas mal de difficultés. Même s'ils n'étaient pas déterminants, ces autres objets créent déjà un certain climat. Nous nous sommes ensuite posé la question de savoir s'il est utile d'ouvrir la discussion à travers des interventions personnelles au mois de décembre, alors qu'est prévue la sortie du rapport du Conseil fédéral sur la politique étrangère. On peut être de l'avis qu'il faut en parler déjà en décembre, mais on peut aussi traiter ces interventions en même temps que le rapport, car il n'y a pas beaucoup de faits nouveaux. En tout cas, ceux du 8 et du 17 novembre ne nous étaient pas connus quand la décision a été prise. Si c'est dans l'idée que le rapport est discuté par le Conseil des Etats seulement en automne 1994, ce n'est pas possible qu'il n'y ait rien qui vienne du Conseil des Etats avant cette date. Mais le Bureau est de l'avis que ce rapport ne demande pas une décision de conseil, il demande simplement une prise de connaissance et un débat. On ne voit pas pour quelle raison il y aurait un conseil prioritaire - le Conseil national qui débat de ce rapport six mois avant le Conseil des Etats. Si les commissions l'ont débattu, il n'y a pas de raison que ce ne soit pas mis au programme de la session de printemps. Quand est-ce que le rapport doit sortir?

M. Cotti, conseiller fédéral: Il sortira en tout cas encore cette année, probablement déjà dans quelques jours.

M. Delalay: Rien n'empêche les commissions d'en prendre immédiatement acte et d'en discuter. Nous pourrions donc le mettre au programme de la session de printemps. C'est du moins notre position. Si vous avez d'autres avis, il faudra en faire part au président le plus rapidement possible, de telle façon qu'on voie s'il y a possibilité de modifier l'ordre du jour de la deuxième ou de la troisième semaine pour introduire cette discussion. Personnellement, je n'y suis pas opposé. On s'était dit accessoirement qu'il faudrait éviter qu'on ait en décembre un nouvel éclat du même type qu'on a eu à Genève. Si cela se reproduit, il en va un peu de la crédibilité du Conseil des Etats et de sa façon de traiter les problèmes. Il faut donc en parler au président dès la première semaine si vous avez des idées contraires. Sur le fond: On s'est efforcé ce soir, aussi bien de la part de M. le Conseiller fédéral Delamuraz que de la part de M. le Conseiller fédéral Cotti, d'éviter tout triomphalisme. Vous vous êtes comportés avec beaucoup de réserve quant aux décisions des 8 et 9 novembre. Elle sont quand même importantes. La position du Conseil de la Communauté ne satisfait peut-être personne, mais elle soulage beaucoup de monde. Mais le soulagement me paraît un peu trop général. Cela

prouve qu'il manque encore de clarté. On voit les partisans du rapprochement avec l'Europe considérer d'un bon oeil ces décisions, y voir un déblocage de la situation. Mais on voit aussi les opposants trouver la confirmation de leur thèse antérieure disant qu'il fallait promouvoir les discussions bilatérales.

L'activité la meilleure qui puisse avoir lieu actuellement dans notre pays est de trouver une plate-forme. La Suisse a été coupée le 6 décembre non seulement régionalement, mais aussi dans sa constitution politico-sociale. Dans le court terme, il est évident que l'offre qui nous est faite doit être saisie et qu'il faut continuer dans cette direction. C'est la meilleure façon d'éviter un immobilisme qui soit préjudiciable. C'est le voeu de la Communauté. Cela nous permet d'attendre l'évolution des négociations avec les candidats à la CE. Cela nous permet également de voir comment nous allons nous articuler, comment va se mettre en vigueur l'EEE et ça nous donne un petit répit. Sur le long terme, l'option de l'intégration sous forme de l'adhésion à la Communauté reste l'élément qui est en point de mire.

On a eu l'année dernière un grand débat dans le pays concernant toute la question européenne. Le vote du 6 décembre a été une désillusion pour beaucoup. Après on en a plus tant parlé. J'ai toujours été frappé dans les discussions, qu'elles aient eu lieu entre personnes ou entre groupes, même dans les partis politiques, de voir que l'Europe et la Communauté étaient très mal connues. On connaît mal les institutions et les objectifs, on connaît mal quels seraient les effets d'une adhésion, quels seraient les sacrifices à faire sur le plan politique, sur le plan de nos propres institutions. Si ce n'est pas prévu dans le rapport du Conseil fédéral, ça devrait l'être dans un autre document: on devrait continuer d'explorer sous forme d'inventaire quels sont les effets et les conséquences politiques, économiques, sociales d'un rapprochement sous forme de l'adhésion à la Communauté. Cela me paraît être une tâche permanente au cours de ces prochaines années, malgré toute l'information qui a été faite. Parallèlement à la poursuite des négociations bilatérales, il y a là un travail intérieur à faire, sur le plan de notre opinion publique, pour réaliser cette plate-forme. La meilleure façon de la réaliser, c'est que les gens soient eux-mêmes informés.

M. Cotti, conseiller fédéral: Je désire avant tout remercier votre commission du caractère objectif et rationnel de la discussion. Malheureusement, aujourd'hui encore, bientôt une année après la votation du 6 décembre, ces sujets ont de la peine à être traités avec la rationalité nécessaire. Le communiqué que le Conseil fédéral a fait le 29 septembre illustre sa position à ce sujet. La première option, immédiate, est liée directement à la volonté du peuple qui n'est pas discutée et qui ne peut pas l'être. La deuxième option, celle de l'EEE, est liée aux évolutions concernant nos quatre partenaires de l'AELE. Enfin, la troisième option qui est l'adhésion reste le but final de notre politique européenne. Si aujourd'hui nous discutons du court terme parce que nous sommes au début de négociations bilatérales qui seront difficiles, je pense que tout le monde est d'accord que le Conseil fédéral et

que le Parlement, lorsqu'il discutera de ces sujets, se doivent de proposer des évaluations stratégiques au-delà du court terme. Autrement, le rapport que le Parlement a demandé en matière de politique étrangère n'aurait pas de sens. Le rapport, bien sûr, ne développera pas la seule politique européenne mais aussi d'autres éléments stratégiques. Il est nécessaire d'accréditer de plus en plus auprès d'une population qui a entendu ces voix seulement depuis trop peu de temps une réalité essentielle: que la Communauté, l'Union européenne ne représente pas un ennemi, une entité négative voire diabolique. Si on devait limiter l'approche à l'Europe au plan exclusivement économique, le discours pourrait être tout à fait différent. Je laisserai les aspects économiques aux spécialistes. Entre parenthèses: Cela me fait plaisir que vous ayez remarqué que la symbiose entre les deux départements est excellente. Si donc la question européenne se limitait à l'économie, on pourrait se demander pourquoi en rester là, pourquoi ne pas dépasser les limites de notre continent? Effectivement, la libéralisation des marchés est d'un intérêt primordial pour la Suisse, en ce qui concerne l'Europe mais également en ce qui concerne les autres marchés. Mais l'approche européenne représente pour la Suisse aussi un impératif de caractère politique. Je dis cela en toute connaissance de cause, sachant que probablement la Communauté européenne n'a jamais vécu un moment aussi difficile. On peut discuter des crises qu'elle a connues dans le passé. Mais aujourd'hui, un des grands objectifs de l'Union, l'union monétaire, n'est pas seulement loin d'être réalisée, il s'est éloigné après l'éclatement du système monétaire qui fut pourtant bien moins ambitieux. Les intérêts économiques de certains des membres de la Communauté sont tellement éloignés qu'il n'a pas été possible de les harmoniser. Il y a eu une crise objective que seulement les paroles apaisantes des européens ont pu rendre moins sensible à l'opinion publique. Dans la même Union, la Communauté se donne des objectifs de politique étrangère commune. Face à la crise yougoslave, la plus grande crise que notre continent ait vécu depuis la Deuxième guerre mondiale, on risque de se retrouver avec les mêmes sympathies entre les grands de l'Europe et les petits des Balkans, sans qu'une entente quelconque ait pu être trouvée. Ainsi, j'ai personnellement quelque compréhension face à l'attitude des Américains qui signalent de manière de plus en plus marquée que les Européens doivent résoudre eux-mêmes leurs problèmes de sécurité. Vient s'ajouter encore la crise du GATT qui, je l'espère, pourra s'apaiser dans quelques semaines mais qui cause encore des frictions énormes parmi quelques-uns des plus grands pays d'Europe. La Communauté se trouve ainsi aujourd'hui dans une situation très délicate, sans compter les difficultés au niveau institutionnel. La discussion quant à la révision des institutions à moyen terme est entamée. Enfin, les visions quant à l'évolution de la Communauté, de l'Union, sont très divergentes parmi les états membres. Il est facile de retrouver au niveau des plus hauts représentants des gouvernements européens des affirmations qui ne cachent pas ces divergences.

Je dis cela parce que j'essaie d'être réaliste. Pourtant, je suis absolument convaincu que si la Communauté ne trouvera pas

les moyens de se ressaisir et de retrouver la voie de l'intégration, plus rien ne pourrait être épargné à notre continent. L'apaisement que nous vivons depuis quarante ans pourrait un jour être mis en péril. Je reprends une réflexion qui a été faite à Locarno dernièrement: Qui aurait dit, en 1925, lorsque Stresemann et Briand s'embrassaient à Locarno, du moins du point de vue idéal, que huit ans plus tard, le nazisme prendrait le pouvoir en Allemagne et que quatorze ans plus tard, une nouvelle guerre éclaterait? Qui l'aurait dit? C'est la raison pour laquelle je considère que la Communauté est absolument essentielle, même au moment de ces grandes difficultés, afin que l'histoire ne se répète. Il faut tout faire pour surmonter les difficultés actuelles. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus. Le futur de notre continent, notre futur, dépendra de la manière dont seront résolus ces problèmes. C'est pour cela que le but stratégique final ne peut être qu'un but politique et non seulement un but économique.

Ich möchte jetzt auf einige Detailfragen zu sprechen kommen. Herr Onken hat gefragt, ob Voraussagen gemacht werden können über den allfälligen Beitritt der vier "Cousins". Wie Herrn Delamuraz scheint mir das Datum erster Drittel 1994, das kürzlich am Gipfeltreffen der EU bestätigt worden ist, wenig realistisch zu sein. Es stehen noch Verhandlungen über schwierige Punkte bevor. In den Hauptstädten der vier "Cousins" hört man etwa die Äusserung, man werde eben damit leben müssen, wenn dieser Termin um ein paar Monate verschoben werden sollte. Persönlich bin ich skeptisch bezüglich der Einhaltung von so ambitiösen zeitlichen Vorgaben. Gar keine Voraussagen möchte ich machen über die Schlussresultate der Volksabstimmungen. Volksentscheide sind immer sehr abhängig vom Zeitpunkt, in dem sie stattfinden. Ich bin überzeugt, dass das Ergebnis dieser Volksabstimmungen auch einen Einfluss haben wird auf die Schweizer Bevölkerung. Mit grossem Interesse wird das Schweizer Volk verfolgen, was in den Ländern vor sich geht, die bisher eine ähnliche Aussenpolitik verfolgten wie wir. Dass eine reziproke Beeinflussung unter den Souveränen stattfindet, ist für mich ein gutes Zeichen für die Demokratie in diesem Kontinent.

Zu den institutionellen Fragen werden Herr Staatssekretär Blankart oder Herr Botschafter Spinner noch nähere Auskunft geben. Diese Fragen haben zweifellos eine zentrale Bedeutung. Es steht hier ein schwieriges Problem an, denn wenn schon im EWR dieser Punkt nicht zur vollen Befriedigung gelöst werden konnte, werden diese Probleme bei den bilateralen Verhandlungen in gleicher oder in verschärfter Form auftreten.

Frau Simmen, das Tauwetter, von dem ich sprach, betraf die klare Entwicklung, die sich in den letzten zwei Monaten bezüglich der Ausgangslage abgezeichnet hat. Es besteht kein Zweifel, dass die Situation wesentlich elastischer geworden ist. Das sagt natürlich noch kein Wort über den Inhalt der Verhandlungen. Es ist klar, dass sehr viel auch von den Verhandlungsstrukturen abhängen wird, die der Bundesrat demnächst beschliessen wird. Ich kann Ihnen heute noch keine

Angaben darüber machen. Nur dies: Je glaubwürdiger diese Strukturen sein werden, desto leichter wird die ganze Verhandlungsübung sein.

Herr Onken hat nach dem Beginn der Verhandlungen gefragt. Persönlich rechne ich damit, dass dies in den ersten Wochen des neuen Jahres geschieht.

Herr Bloetzer, Frau Simmen und Herr Onken haben alle nach der Philosophie gefragt, die diesen bilateralen Verhandlungen zugrunde liegen soll. Es gibt zwei Thesen: Die erste besagt, dass die bilateralen Verhandlungen nicht das Ende unserer Beziehungen zu Europa darstellen werden, sondern eher eine mehr oder weniger lang dauernde Einführung. Die andere Position sieht die bilateralen Verhandlungen als Selbstzweck. Mit Sicherheit kann gesagt werden, dass in den meisten Ländern der Union die bilateralen Verhandlungen ernst genommen werden, und zwar als ein Schritt zur Integration. Man sagt aber, dass es allein Sache der Schweiz ist zu entscheiden, ob und wann sie die weiteren Schritte gehen will. Eine Einschränkung zu dieser Aussage möchte ich machen: Ich habe in den ersten sieben Monaten meiner Amtszeit als Aussenminister eine Feststellung gemacht, die ich nicht für möglich gehalten hatte, nämlich die Feststellung, wie viele - ich glaube aufrichtige - Freunde die Schweiz in der Union noch hat, Leute, die sich wünschen, dass die Schweiz relativ schnell in Richtung Europa geht. Die Gründe für diesen Wunsch sind allerdings sehr verschieden. Es gibt Länder, die die Schweiz gerne dabei hätten, in der Meinung, die Schweiz könnte die Idee eines Europas der Vaterländer unterstützen. Es gibt föderalistisch strukturierte Länder wie das unsrige, die von einem Beitritt der Schweiz eine Unterstützung der Idee eines dezentralisierten, föderalen Staates erhoffen; denn ein Europa der Vaterländer würde die minimale Gewähr der Sicherheit, von der ich gesprochen haben, kaum geben. Und es gibt kleine Länder - die übrigens in der EU viel mehr zählen, als man annimmt -, die die Schweiz zur Erhaltung des Gleichgewichts zwischen grossen und kleinen Staaten dabei haben möchten. Man lässt somit der Schweiz volle Freiheit, sich zu entscheiden, hofft aber in vielen Ländern sehr auf einen Beitritt, mehr, als ich mir das vorgestellt hatte.

Herr Gadiant, Sie haben ein absolut zentrales Thema angepackt, und ich nehme sehr gerne auf, was Sie gesagt haben. Im aussenpolitischen Bericht ist diesem Thema ein ganzes Kapitel gewidmet; es ist ganz klar, dass wir, die wir alle stolz darauf sind, dass in diesem Lande das Volk den letzten Entscheid trifft, diesen langen Weg gehen müssen. Das ist wohl heute das wichtigste Anliegen der Aussenpolitik - nicht nur der Europapolitik. Herr Delalay hat ausgeführt, dass eine breite Information noch stattfinden muss; ich bin überzeugt, dass man letztes Jahr versucht hat, in viel zu gedrängter Zeit einen Informationsnotstand aufzuholen. Die strategische Frage ist ja, wie gesagt, eine langfristige, und sie sollte uns gestatten, jetzt mit der Information so schnell wie möglich zu beginnen. Es ist wichtig, dass diese Information breit gefächert ist und nicht nur die wirtschaftlichen Aspekte betrifft.

Herr Schüle, der EWR soll tatsächlich auf den 1. 1. 1994 in Kraft treten. Es scheint mir auch notwendig, dass er schnell in Kraft tritt, sonst könnten einige Länder vielleicht doch der EU beitreten, bevor er in Kraft ist.

Blankart: Herr Gadiant hat etwas ganz Wichtiges gesagt: fehlende Partizipation. Dies ist etwas, was auch mich beunruhigt: Immer wieder stellen wir fest, dass die Hauptstädte Europas in mancher Beziehung miteinander verbunden sind, sei dies im strategischen, im ökonomischen oder im aussenpolitischen Bereich, wie Börsenplätze miteinander verbunden sind; die Schweiz aber ist nicht dabei, und das bedeutet auch einen Erfahrungsrückstand, der immer grösser wird.

Herr Onken und Herr Schüle haben nach den institutionellen Problemen gefragt. Ich kann den bundesrätlichen Entscheid nicht beurteilen, werde Ihnen aber einen historischen Überblick geben: 1. Stufe: Versicherungsabkommen. Dort haben wir den Acquis communautaire, so weit dies notwendig war, wortwörtlich ins Versicherungsabkommen abgeschrieben, d. h. wir haben EG-Recht, das internes Recht unter Staaten ist, zu Völkerrecht gemacht; das Völkerrecht wird gemeinsam verwaltet, und Herr Spinner hat es zustande gebracht, dass Streitigkeiten in diesem Bereich einem Schiedsgericht unterstellt werden. Das war ein völlig ausgeglichenes Abkommen, das denn auch in beiden Kammern einstimmig angenommen worden ist. 2. Stufe: EWR. Hier war der Acquis communautaire so gewaltig, und unsere nordischen Freunde waren aus innenpolitischen Gründen so pressiert, dass die wortwörtliche Übernahme in das Abkommen nicht mehr möglich war. Folglich haben wir nolens volens die Methode des Verweises auf EG-Recht akzeptiert, unter der Bedingung, dass die Schweiz in der Aufsichtsbehörde und im gemeinsamen Gericht vertreten ist. 3. Stufe: Hier kann ich nicht voraussagen, wie sie läuft. Die EU ist der Meinung, dass das System des Versicherungsabkommens aus verschiedenen Gründen nicht mehr in Frage kommt, und da die Schweiz nicht im EWR ist, soll es kein gemeinsames Gericht und keine gemeinsame Aufsichtsbehörde geben. - Das ist die historische Abfolge der Denkschritte; was dann am Schluss daraus entsteht, was der Bundesrat von Fall zu Fall, nicht generell, entscheiden wird, kann ich Ihnen nicht voraussagen.

Herr Onken hat gefragt, in welcher Weise die Genehmigungen erfolgen. Das hängt vom Inhalt der Abkommen ab. Wenn es Bereiche sind, für die die Union alleine zuständig ist, ist die Genehmigungsinstanz der Rat, folglich kommt es nicht vor die nationalen Parlamente. Falls eines der Abkommen ein gemischtes Abkommen sein sollte, dann müsste, wie im EWR, die ganze Prozedur in den einzelnen Staaten erfolgen. Die EG-Kommission hat angedeutet, dass die bilateralen Abkommen auch auf die EWR-Staaten anwendbar sein sollen, und wenn dem so ist, müssen natürlich auch die Efta-EWR-Staaten ein ihren internen Vorschriften entsprechendes Ratifikationsverfahren durchführen. Aber all das hängt von der genauen Konfiguration, vom Inhalt der Abkommen ab.

Frau Simmen, zur wirtschaftlichen Lage: Ich möchte darauf hinweisen, dass wir unsere Arbeitslosen anders zählen als die

EU-Länder. Das macht Vergleiche immer so schwierig, und ich kann nur den Wunsch äussern, dass die Verhandlungen über die Statistik, die Herr Botschafter Spinner mit der EU führen wird, möglichst bald zu Resultaten führen; denn objektive und vor allem vergleichbare, d. h. eurokompatible, Statistiken sind eine Voraussetzung für sinnvolle Aussagen über die Volkswirtschaft im grenzüberschreitenden Bereich. Wir zählen unsere Arbeitslosen, solange sie Arbeitslosenentschädigung erhalten. Somit wird die Verlängerung der Bezugsdauer von 300 auf 400 Tage zur Folge haben, dass in unserer Statistik auf einmal mehr Arbeitslose figurieren werden als vorher. Die EU dagegen zählt auch die Langzeitarbeitslosen mit, die bei uns der kommunalen Fürsorge anheim gestellt sind. Wenn wir auch die Ausgesteuerten und die aus Gründen der Arbeitslosigkeit wieder in ihre Heimat zurückgekehrten Gastarbeiter dazuzählen würden, kämen wir zwar nicht auf französische oder spanische Ziffern, aber wir würden uns dem europäischen Durchschnitt annähern.

Die wirtschaftliche Lage der Schweiz, der es vorderhand etwas besser geht als der Union, ist sicher ein Element, das die EU etwas positiver stimmt, als wenn wir völlig verarmt wären; aber für die Union fällt die ungleiche Grösse der Märkte viel mehr ins Gewicht. Immer wieder hören wir das Argument, es sei ein ungleiches Geschäft, wenn die Schweiz jetzt ihren 7-Millionen-Markt öffne und dafür verlange, dass die EU ihren 270-Millionen-Markt aufmache. Folglich müsse die Schweiz noch etwas dazu zahlen. Bisher waren wir immer in der Lage, dieses Argument zu bekämpfen; es ist aber keineswegs sicher, ob das auch in Zukunft gelingen wird.

Herr Gadiant, Sie haben etwas zur pazifischen Kooperation gesagt. Ich bin letzte Woche in Japan gewesen. Dieses Land steckt in einer tiefen strukturellen ökonomischen Krise, und für dieses Land wie auch für die Westküste Amerikas ist das pazifische Becken die Zukunftsregion. Die Japaner haben mir gesagt, dieses Jahrhundert hätte drei ökonomische Etappen: die eurozentrische nach dem Zweiten Weltkrieg, dann die atlantische und ab heute die pazifische. Diese Aussage hat etwas für sich. Länder wie Korea, Singapur, Taiwan und der Riese China, heute das Land mit den grössten Zuwachsraten, beginnen sich in der Apec institutionell zu gruppieren. Grosse Zukunft haben auch Indien und ausgewählte südamerikanische Staaten, die sich ihrerseits - ich denke an Chile - wieder als pazifische Nationen verstehen. Die Vereinigten Staaten haben natürlich eine grosse Bedeutung, da sie sowohl im atlantischen wie im pazifischen Raum die ausschlaggebende politische und wirtschaftliche Macht sind. Wir kommen also um die Vereinigten Staaten nicht herum, so wichtig Europa in politischer, historischer und kultureller Hinsicht auch sein mag.

Herr Schüle, Sie haben das Thema Zins angesprochen: wenn der Zins in der Schweiz nach dem 6. Dezember 1992 gesunken ist, so hat das gar nichts mit dem EWR-Entscheid zu tun. Vielmehr wurde diese Bewegung ausgelöst durch die sogenannte Zinsabschlagsteuer in Deutschland, die zur Folge gehabt hat, dass unwahrscheinliche Summen Deutscher Mark in die Schweiz, nach Luxemburg und in die Vereinigten Staaten geflossen sind. Dieser

enorme Zufluss an Kapital in der Schweiz hat die Zinsen zum Sinken gebracht. Gleichzeitig wurden Festgelder vorzeitig zurückbezahlt, und infolge verstärkter Nachfrage sind die Aktienkurse gestiegen. Mit dem "6. Dezember" hat das überhaupt nichts zu tun.

Noch zwei Sätze zum Gatt: Ich bin sehr glücklich, dass das amerikanische Repräsentantenhaus jetzt die nordamerikanische Freihandelszone Nafta akzeptiert hat, weil nun die Amerikaner urbi et orbi ein Zeichen gesetzt haben, dass sie der Versuchung zur Isolation nicht erliegen; denn wenn sie das Nafta-Abkommen abgelehnt hätten, hätten die Amerikaner nach Beurteilung unserer Botschaft in Washington vermutlich auch das Gatt-Resultat abgelehnt. Jetzt, wo dieser Mühlstein weggeschafft ist, werden die Amerikaner in Genf Tag und Nacht verhandeln, um bis am 15. Dezember zumindest ein generelles Agreement zu erreichen. Wir hoffen sehr, dass dies gelingt, denn am 15. Dezember läuft die Verhandlungsvollmacht des amerikanischen Präsidenten aus, und dann besteht die Gefahr, dass die Amerikaner sich mit der nordamerikanischen Freihandelszone begnügen. Dann riskieren wir, dass dieser Block, der EU-Block und der Apec-Block sich gegenseitig in Handelskriegen bekämpfen, während die Schweiz zwischen Stuhl und Bänke fällt. Es ist sehr wichtig, dass die drei Blöcke im Gatt kompatibel gemacht und unter ein Dach gebracht werden.

Spinner: Ich möchte kurz noch einige Bemerkungen machen aus integrationspolitischer Sicht, die ja nicht nur Aussenpolitik und nicht nur Aussenwirtschaftspolitik, sondern immer mehr auch Innenpolitik ist. Wann genau der EWR in Kraft tritt, weiss niemand. Es stehen Entscheide aus des spanischen Parlaments, die wahrscheinlich noch vor Ende November erfolgen werden. Auch Frankreich hat noch nicht ratifiziert; es ist vorgesehen, dass das noch in dieser Session in Frankreich geschehen soll, und diese Session geht Ende November zu Ende. Aber niemand kann das heute garantieren. Es wird so getan, als ob der EWR-Vertrag am 1. Januar 1994 in Kraft tritt. Die Vorbereitungsarbeiten bei den Zollstellen sind im Gange.

Zum Optimismus der Lagebeurteilung: Am 8./9. November 1993 ist sicher etwas passiert, das die Verhandlungsmotivation auf allen Seiten ganz wesentlich erhöht. Ein Prozess ist wieder angelaufen. Es ist ganz wichtig, dass man im Gespräch dabei ist. Es ist wichtig im Aussenverhältnis gegenüber den Hunderten von Kontakten, die alle unsere Experten aus der Privatwirtschaft, aus der Verwaltung, aus den Kantonen haben, dass wieder etwas da ist, worüber man verhandeln, im Gespräch bleiben kann. Die Verhandlungsmotivation ist da, auch auf der Seite der EG-Kommission; der politische Zapfen, der auf der Flasche Schweiz steckte, ist am 8./9. November rausgespickt. Jetzt hat man die Kontakte wieder, und das gibt uns auch Gelegenheit - Herr Delalay hat das sehr gut gesagt -, innenpolitisch wieder Interessantes zu sagen. Hier sehe ich den Konnex zwischen äusserem und innerem Handeln.

Zu den institutionellen Fragen: Herr Blankart hat die historische Entwicklung dieser Frage dargestellt; ich möchte

sie geometrisch darstellen. Wir werden in etwa der Hälfte der zehn Verhandlungsbereiche praktisch keine institutionellen Probleme haben. In den Kooperationsprojekten wie etwa bei der Forschungszusammenarbeit, der Mitwirkung in Bildungs- und Erziehungsprogrammen oder bei Filmförderungsprogrammen gibt es keine Richter und keine Verwaltungskontrolle. In den anderen Bereichen dagegen, wo es auf den Wettbewerb der Unternehmen ankommt, ist es nötig, dass das gleiche Recht gleich angewendet wird. Wenn wir z. B. über den Import von spanischen Tomaten in der Phase, wo in der Schweiz Tomaten geerntet werden, verhandeln, kann man das als ein Verhandlungsfeld anschauen. Man kann mehr oder weniger Tomaten akzeptieren; das gibt dann mehr oder weniger innenpolitische Probleme. Wenn man aber über die Institutionen verhandelt, verhandelt man über eine Linie; man ist entweder rechts oder links dieser Linie. Das Problem ist, dass wir dort, wo das EU-Recht auf die Schweiz ausgedehnt werden soll, immer wieder an diese Linie stossen, bei der es keine Verhandlungsflexibilität mehr gibt. Man kann nicht ein bisschen mehr oder ein bisschen weniger fremde Richter haben. Zonenverhandlungen sind interessant und relativ einfach; aber wenn man an Grenzen kommt, die man entweder überschreitet oder nicht, wird es ausserordentlich schwierig. Persönlich liegt mir sehr viel daran, dass man diese Problematik in den nächsten Monaten auch innenpolitisch erklären kann.

Präsident: Besteht der Bedarf, jetzt einen Beschluss bezüglich der Behandlung der Interpellationen zu fassen?

M. Delalay: Je vous propose sur ce plan que M. Onken parle d'abord avec M. Jagmetti. Ils sont les deux auteurs de ces interventions personnelles. (Präsident: Ich bin auch einer.) La discussion devrait inclure le président du Conseil. Il n'est pas exclu de mettre l'objet à l'ordre du jour, mais je pense qu'il n'est pas nécessaire de faire une intervention de la part de notre commission. Vous arriverez davantage par une discussion individuelle.

Bloetzer: Ich hätte das Anliegen, dass der Ständerat den aussenpolitischen Bericht parallel mit dem Nationalrat in der Frühjahrssession behandelt. In diesem Zusammenhang könnte man auch die Interpellationen beraten. - Morgen sollten wir prüfen, ob wir nicht bald einmal eine Sitzung brauchen, um das Verhandlungsmandat diskutieren zu können.

Onken: Ich kann mich meinem Vorredner anschliessen. Noch nicht klar ist mir, wie die Diskussion um den aussenpolitischen Bericht strukturiert sein wird; ich stelle mir vor, dass dort auch ganz andere, grundsätzliche Dinge wie die Position des Bundesrates zur Neutralitätspolitik oder die Neudefinition der Guten Dienste in einem veränderten Umfeld erörtert werden. Wir können die Diskussion über diesen umfassenden Bericht nicht umfunktionieren zu einer europäischen Diskussion. Ich sehe noch nicht klar, wie die Vorstösse, die wir gemacht haben, im Rahmen dieses Berichtes Platz haben sollen. - Wie Herr Bloetzer sagt, ist es sicher zu spät, wenn unsere nächste Sitzung erst am 3./4. Februar stattfindet, nachdem voraussichtlich schon

Verhandlungen begonnen haben werden. Wir sollten vorher eine Sitzung festlegen.

Gadient: Im Zusammenhang mit dem Bericht, der verschiedene Bereiche umfassen wird, werden sich grundsätzliche Fragen stellen, und ich fände es ebenfalls gut, wenn wir ihn gleichzeitig mit dem Nationalrat behandeln würden. Zwingend ist das allerdings nicht. Essentiell ist aber, dass sich unsere Kommission im kommenden Jahr mit diesen einzelnen Bereichen sehr gründlich befassen kann. Aus dieser Sachlage heraus könnte es auch Juni werden, bis wir in die Debatte eintreten. Aber vorsorglich sollten wir die Debatte doch für den März programmieren.

Die **Kommission** beschliesst, den Bericht über die Aussenpolitik der Schweiz gleichzeitig mit dem Nationalrat in der Frühjahrssession zu behandeln.

Präsident: Es ist wohl besser, wenn wir das Sitzungsdatum für den Januar morgen festlegen, wenn mehr Mitglieder anwesend sein werden. - Wann beginnen die bilateralen Verhandlungen?

Spinner: In der Zeit zwischen der zweiten Hälfte Dezember und März 1994. Sie beginnen so schnell wie möglich, dort, wo sowohl die Schweiz als auch Brüssel ein Verhandlungsmandat haben.

Bloetzer: Aufgrund des neuen Artikels 47bis a GVG haben wir gesagt, dass die Kommissionen sofort disponibel sein sollen, um das Verhandlungsmandat zu diskutieren. Wir können daher nicht Mitte Dezember mit den Verhandlungen beginnen und anfangs Februar in der APK über das Verhandlungsmandat beraten. Das wäre eine Farce, nicht mehr als eine Information über getroffene Entscheide.

Unterbruch der Sitzung von 19.30 bis 08.00 Uhr.